

LiMes

REVUE FRANÇAISE DE GÉOPOLITIQUE

**LA FRANCE
EN QUESTION**

196 Gallimard/LiMes

OÙ EN EST L'AMITIÉ GALLO- GERMANIQUE

par Ludwig WATZAL

*Plus rien, ou presque, ne fonctionne
dans les relations franco-allemandes. Il faut,
dans l'intérêt des Français et des Allemands,
que l'Allemagne se retrouve en tant qu'Etat-nation.*

PAR SUITE DE L'EFFONDREMENT DU système d'interprétation communiste du monde, l'Europe est devenue la dernière utopie, aussi bien de la gauche et des conservateurs que des libéraux. Quand une idée est défendue par toutes les tendances politiques majeures de l'Allemagne, il y a certainement quelque chose qui ne va pas. La classe politique allemande est la première à vouloir imposer cette utopie à tous les autres Etats nationaux européens. La classe politique allemande oscille entre deux folies : celle de la vache et celle de l'Europe, l'encéphalopathie et l'euroopathie. L'Europe sera sauvée par la germanité ou elle ne sera pas, ainsi pourrait-on définir la politique du gouvernement libéral — conservateur de la RFA. Mais est-ce une bonne base pour construire l'avenir communautaire ? L'euro-intransigeance allemande commence à indisposer tous les pays européens. L'objectif de Helmut Kohl est de rendre irréversible le processus d'intégration en instaurant l'union monétaire. Et son secrétaire général l'assiste dans cette tâche en se donnant des airs de vieux marxiste prônant le déterminisme historique : "Le processus d'intégration européenne est politiquement irréversible". Il n'est guère étonnant qu'un tel langage fasse dresser l'oreille des autres gouvernements européens. La Grande-Bretagne, en particulier, connaît un regain de ses ancestraux préjugés antiallemands, au point que les contemporains se demandent avec inquiétude à quel tournant de siècle on se trouve. En France, l'*establishment* politique nourrit sous le vernis des politesses diplomatiques de profonds ressentiments contre les voisins d'outre-Rhin². La renationalisation qui a lieu actuellement en France a des relents de germanophobie. Or, la classe politique

1. Peter Hintze, secrétaire générale de la CDU : "Der europäische Integrationsprozess ist politisch unumkehrbar", communication de la CDU à la presse, 4. novembre 1993.

2. Voir CHEVENEMENT Jean-Pierre, *France-Allemagne. Parlons franc*, Plon, Paris, 1966.

OU EN EST L'AMITIÉ GALLO-GERMANIQUE ?

allemande fait comme si rien de tout cela n'existait et persiste et signe dans la "défense" de sa politique européenne. Reste à savoir comment on a pu en arriver là. Le train de l'intégration européenne n'avait-il pas été placé sur la voie du salut qui devait inévitablement mener au royaume bienheureux de l'Etat fédéral européen ? Tel était en tout cas, jusqu'à une date récente, le rêve des Allemands. Comment se fait-il que ce rêve ait pu éclater comme bulle de savon ?

Nouvelle époque et vieilles idées

Après les bouleversements historiques des années 1989-90, alors qu'elles auraient dû utiliser leur intellect à élaborer, pour l'unité du continent tout entier, des projets politiques inédits, les élites européennes ont enfanté le traité de Maastricht. Un chef-d'œuvre de clairvoyance européenne, une merveille de perspicacité politique. L'effondrement des régimes politiques en Europe centrale, de l'est et du sud-est avait laissé l'élite politique d'Europe occidentale sans voix et sans idée. Elle s'est précipitée, la tête la première, dans l'aventure de Maastricht, qui à cette époque déjà était un anachronisme politique. Il n'était plus à l'ordre du jour d'approfondir l'intégration de l'Europe de l'ouest, mais de réorganiser l'Europe tout entière. Le projet d'intégration à la Maastricht était devenu, dès 1990, un échantillon sans valeur. Mais les hommes politiques n'en voulaient rien savoir. Ils commencèrent par éveiller chez les Européens de l'est l'espoir d'être accueillis à brève échéance au sein de l'Union européenne et de l'OTAN puis, peu après, ils les placèrent sur une liste d'attente et inventèrent des slogans tels que : "partenariat pour la paix", "véritable géométrie" ou encore "noyau interne". Ce sont là pures stratégies dilatoires. Dans les circonstances actuelles, ces Etats devront encore pour un temps séjourner avec les autres candidats à l'intégration dans le sombre vestibule de l' "Europe", jusqu'à ce qu'ils se soient qualifiés pour l'UE ou que l'Union puisse se permettre financièrement de les y faire entrer.

Les bouleversements historiques de l'année 1989-90 auront donc ébranlé et remis en question la raison d'être de l'intégration européenne. Mais ils auront également ébranlé et remis en question les fondements des relations franco-allemandes. Les dissensions sont réapparues. La classe politique allemande ne veut absolument pas en tenir compte et bien que dans les relations franco-allemandes plus rien ou presque ne fonctionne, on fait comme si l'Euro-monde était intact, on fait miroiter, à grand renfort de belles formules, une solidarité franco-allemande qui en réalité n'existe plus³.

L'ambassadeur français à Bonn, François Scheer, qui avait déclaré que depuis trente-deux ans la compréhension entre la France et l'Allemagne "n'avait en réalité guère fait de progrès", s'est vu convoquer au ministère des Affaires étrangères par

3. Voir HOYER Werner et BARNIER Michel, "Gemeinsam zu europäischen Zielen" (Solidaires dans la poursuite des objectifs européens) in *Die Zeit*, 11 juillet 1996.

le ministre Kinkel ; un rappel à l'ordre inhabituel quand il s'agit de nations aussi amies : la France n'est tout de même pas une république bananière. De même, en France, on met un point d'honneur à ne pas entendre ceux qui critiquent l'Allemagne. Certains Français de gauche comme de droite redoutent une prépondérance allemande au sein de UE. La peur de l'hégémonie allemande va jusqu'à revêtir des aspects névrotiques. Il est à nouveau de bon ton de parler, au journal télévisé de la chaîne d'Etat, de la "barbarie allemande". Depuis le grand bouleversement, l'élite française est elle-même crispée ; elle craint à juste titre pour son pouvoir et son influence en Europe. Les mutations internationales ont relégué la France au rang de puissance régionale à la lisière de l'Europe. Même s'il n'en laisse plus rien transparaître dans ses mémoires, François Mitterrand avait des raisons de s'insurger contre l'unification allemande.

Est-ce la fin des relations privilégiées entre la France et l'Allemagne ? Ce qui irrite tout particulièrement nos voisins, c'est que l'Allemagne se refuse systématiquement à parler de ses intérêts politiques et nationaux. Ce mutisme, qui inquiète tous nos voisins, devrait susciter chez nous un débat fourni sur les objectifs de la politique extérieure et les intérêts poursuivis par l'Allemagne. Or, rien de tout cela. Bonn essaie de faire croire que, *business as usual*, "les affaires continuent". On cultive une rhétorique facile de l'intégration, de la guerre et de la paix, plus précisément : on fait de la poursuite de l'intégration aux conditions allemandes une question de paix ou de guerre en Europe, comme l'a montré le discours prononcé à Louvain par le chancelier Helmut Kohl. Ce chantage non dissimulé a suscité de violentes réactions de la part des autres pays européens. Cela se comprend. Depuis longtemps déjà, nos voisins européens sont mécontents de cette Allemagne qui se pose en donneuse de leçons. Ils exigent qu'elle joue enfin cartes sur table.

Les bouleversements du début des années quatre-vingt-dix ont également conduit à la renaissance de l'Etat-nation. Les intellectuels en vue l'avaient déjà donné pour mort et il fête son *comeback*. Les élites allemandes qui s'ébattaient dans les contrées du postmodernisme et de la supranationalité se sont trouvées désespérées devant ce spectre et la renationalisation de la politique qu'il impliquait. Ils recommandèrent comme "antidote" la dissolution des Etats-nations. L'étranger ne devrait pas s'étonner qu'une telle proposition vienne d'Allemagne. Elle ne saurait venir à l'idée d'un Français, d'un Anglais, d'un Italien ou d'un Danois.

Mais qu'est-ce qui autorise les élites d'Europe occidentale à faire des remontrances à l'Est en lui disant qu'il ne produit que du danger sous forme de nationalisme, de populisme et d'intolérance ? Présentée comme une survivance du XIX^e siècle, l'idée d'Etat-nation était vouée aux gémonies. Avatar dépassé, il ne serait plus à même de régler les problèmes actuels et devrait céder la place à une "Europe unie". Mais l'Europe unie "est elle-même un concept nébuleux". Et si l'Etat-nation est une "impasse", comme le pense le social-démocrate Peter Glotz, comment expliquer la récurrence de ce modèle "obsolète" ?

OÙ EN EST L'AMITIÉ GALLO-GERMANIQUE ?

L'idée d'Etat-nation est une conquête des Lumières et son histoire une réussite par excellence. Il est l'unique garant des droits de l'homme et des minorités. Les peuples s'organisent en Etats-nations. La souveraineté populaire est liée à l'Etat-nation. Il est la réponse historique à la *kleinstaaterei*, au particularisme né de la présence d'une multitude de petits Etats. L'Etat-nation n'a que très rarement à voir avec le nationalisme. Ce qui mènera au nationalisme, ce n'est pas la perpétuation de l'Etat-nation ; bien au contraire, c'est sa destruction qui libérera les préjugés régionalistes, séparatistes, nationalistes et pour finir racistes. La suppression de cette unité structurante et identitaire pourrait précisément conduire à des conflits entre les nations. L' "Europe des régions", les conceptions des ligues italiennes et autres mouvements séparatistes ont des relents de Moyen Age. Si elles devaient se réaliser politiquement, elles signifieraient une massive renationalisation de la politique européenne. Le nationalisme et les excès nationalistes en seraient la conséquence.

Comment les euro-euphoriques peuvent-ils avoir le toupet de dénier à l'Etat-nation tout pouvoir d'agir ? L'UE a-t-elle été capable, pour sa part, de mettre fin au conflit en Yougoslavie ou aux massacres du Rwanda ? Bruxelles a seulement témoigné de son inquiétude sous forme de déclarations de presse. Bien que l'Irlande et la Grande-Bretagne soient membres de l'UE, la Grande-Bretagne a-t-elle été jusqu'ici en mesure de résoudre le conflit en Ulster ? Ou encore l'UE a-t-elle contribué positivement à apaiser les dissensions qui opposent la Grèce et la Macédoine ? S'il n'avait tenu qu'à l'UE, on en serait encore aujourd'hui à négocier la restitution du Koweït avec Saddam Hussein. L'UE a failli à ses obligations de politique étrangère et il serait loisible d'en multiplier les exemples. Pour l'heure tout au moins, elle n'est pas de force à infléchir les destinées de l'Europe, et encore moins à intervenir dans les grands débats internationaux. Sans l'engagement des nations constituées ou la décision de gouvernements souverains tels que les Etats-Unis ou la France, le règlement de certains conflits n'aurait pas avancé d'un pas.

La réorganisation du couple franco-allemand.

Les élites politiques de France et d'Allemagne n'ont toujours pas pris réellement conscience de la cassure qui a eu lieu en 1989 dans la politique mondiale. De la périphérie, l'Allemagne s'est retrouvée catapultée au centre de la politique européenne. Elle est désormais le cœur de la *Mitteleuropa* en voie de reconstitution et une grande puissance européenne. En outre, le pays est devenu Etat-nation souverain et le rôle européen de la France s'en trouve relativisé d'autant. Cet état de fait exige un renouvellement de la réflexion et une prise de responsabilité accrue en matière de politique étrangère. Or sur ce second point, l'Allemagne répugne à s'engager.

168 | En France, le nouveau rôle dévolu à l'Allemagne a suscité quelque émoi dans la classe politique. Le bilatéralisme n'est plus d'actualité. C'en est fini de la suprême

matie française reposant sur les armes atomiques. La collaboration franco-allemande a pu fonctionner correctement aussi longtemps que l'Allemagne se contentait du rôle de benjamin. Depuis la fondation de la République fédérale, la politique allemande de la France visait à contrôler ses voisins par l'intégration. La première période de la réconciliation déboucha sur le bilatéralisme du général de Gaulle. L'objectif gaullien était d'éloigner la République fédérale des Etats-Unis pour la lier plus étroitement à la France ; la France n'y a toujours pas renoncé. Derrière la politique de détente, les successeurs de De Gaulle visaient au maintien du statu quo européen. La France a toujours ressenti secrètement la politique de détente comme une politique de réunification qui ne disait pas son nom. Puis, lorsque Willy Brandt rencontra Léonid Brejnev en Crimée (1971), elle vit resurgir le spectre de Rapallo. En 1975, si la France signa les accords d'Helsinki, c'est qu'ils lui semblaient entériner un statu quo favorable à ses intérêts nationaux. En réactivant le bilatéralisme sous la forme d'une intégration renforcée, Mitterrand entendait défendre sa suprématie par tous les moyens⁴. Par tous les moyens, il voulait bloquer l'unification allemande. Or la clé n'était pas à Paris. La France redoutait d'être rejetée en marge du continent, d'être marginalisée, et voyait dans l'Allemagne la nouvelle puissance dominante en Europe.

Pour recouvrer son leadership européen, la France mène une double stratégie : elle essaie d'une part de rejeter l'influence des Etats-Unis et de désolidariser l'OTAN par le biais de l'axe UE-UEO ; elle essaie d'autre part d'utiliser l'union économique et monétaire, telle qu'elle est conçue à Maastricht en 1991, pour briser la prépondérance de la Bundesbank et européeniser la devise de référence de l'Europe, le deutschemark. En cas de réussite, elle retrouverait sa place d'antan. Sous Jacques Chirac, elle poursuit cet objectif avec la même détermination que sous Mitterrand. Son expert monétaire à Bruxelles, Yves-Thibault de Silguy, l'a clairement donné à entendre : "Notre but est de réaliser l'union monétaire européenne aussi vite que possible". Il ne voit aucune raison de renoncer à l'échéance de 1997. "Le traité doit être appliqué", a-t-il exigé. Ainsi l'union monétaire est au cœur des intérêts français. Elle contredit en revanche les intérêts de la politique allemande, comme l'a souligné le germaniste français, Michel Korinman, au cours du débat qui a suivi son intervention lors du II^e Symposium des académies allemandes des sciences les 13 et 14 juin 1996 à Mayence. Pas plus tard qu'en juin, le président de la République fédérale, Roman Herzog, exigeait dans une interview de deux pages accordée à l'hebdomadaire *Die Woche* que tout débat sur l'union monétaire soit interdit pendant la campagne des élections au *Bundestag* de 1998. Un fait unique, qui traduit une *political correctness* parfaitement intériorisée.

Dans sa politique étrangère, l'Allemagne devra, à long terme, se comporter

4. Voir la chronologie établie par MANFRASS, Klaus, "Das deutsch-französische Verhältnis nach der historischen Zäsur des Jahres 1989" (Les rapports franco-allemands après la césure historique de 1989) in *Aus Politik und Zeitgeschichte* 30-95, pp. 11-16.

OÙ EN EST L'AMITIÉ GALLO-GERMANIQUE ?

comme un Etat-nation normal et mener une politique nationale indépendante soucieuse de ses propres intérêts. En Allemagne ces deux expressions — Etat-nation normal et poursuite d'intérêts nationaux — sont, pour des raisons qui tiennent à l'histoire, l'objet de violentes polémiques. Mais quoi qu'il en soit, il faudra tôt ou tard, sous certaines conditions, que l'Allemagne se comporte dans les relations internationales comme tous les autres Etats-nations, étant donné qu'agir autrement reviendrait à emprunter des *Sonderwege*, des voies spécifiques, chemins de traverse propres à irriter ses voisins et ses alliés. La proverbiale "frilosité allemande" est devenue un terme du jargon de politique internationale. Mais si l'Allemagne ne doit pas avoir "peur" de sa nouvelle grandeur, on est en droit de douter que son intégration totale dans l'UE soit la solution appropriée pour la rassurer ; et aussi pour dissiper les réticences de nos voisins, dès lors qu'il n'est pas possible de prouver aux autres élites politiques européennes que l'UE est seule en mesure de satisfaire les intérêts allemands. Autant d'abnégation rend de nouveau l'Allemagne suspecte. L'historien britannique, Timothy Garton Ash, ne rend-il pas compte parfaitement de l'état d'esprit allemand quand il écrit : "Il semble parfois que la République fédérale se soit politiquement rapetissée au moment où elle s'est géographiquement élargie⁵." "Ne se pourrait-il pas que l'Europe soit effectivement devenue dans la bouche des Allemands le mot de passe du nouveau nationalisme allemand ?" s'inquiète à l'inverse le lord anglais Ralf Dahrendorf, avant de poursuivre en disant que cet "europeanisme émane du cœur-même de la politique allemande, de la grande coalition proeuropéenne des vieux partis fédéraux⁶".

Malgré les serments réciproques de fidélité, rien ne va plus, ou presque, dans les rapports franco-allemands depuis l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac. Les contradictions fondamentales sont camouflées sous une belle rhétorique en bulles de savon, parfaitement relayée par la presse, comme le montrent les articles communs de Klaus Kinkel et d'Alain Juppé⁷ ou ceux de Werner Hoyer et de Michel Barnier⁸. Ces deux articles ne font pas la moindre mention ni de l'OTAN ni des Etats-Unis. On se gargarise de formules affirmant que l'on veut "poursuivre une politique étrangère et de sécurité commune", en sachant pertinemment que l'Europe ne saurait être stabilisée sans le concours des Etats-Unis. Malgré ces figures imposées de rhétorique, les intérêts sont largement contradictoires. La France est plutôt tournée vers le pourtour méditerranéen, alors que l'Allemagne doit sauvegarder ses intérêts en Europe de l'est. Des priorités aussi divergentes pourraient non seulement déboucher sur un conflit majeur au sein de l'UE, mais aussi devenir le baromètre des relations franco-allemandes.

5. GARTON ASH Timothy, "Germany's Choice" in *Foreign Affairs*, 73 (1994) 4, p. 69.

6. DAHRENDORF, Ralf, "Warum Europa ? Nachdenkliche Anmerkungen eines skeptischen Europäers" (Pourquoi l'Europe ? Réflexions mitigées d'une Européen sceptique) in *Merkur*, 50 (1996) 7, p. 575.

7. Voir KINKEL Klaus, et JUPPE, Alain, "Deutschland und Frankreich bleiben Motor der europäischen Integration" (La France et l'Allemagne restent le moteur de l'intégration européenne) in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 12. janvier 1995.

8. Voir HOYER Werner et BARNIER Michel, *op. cit.*, note 3.

Comment réactiver les relations franco-allemandes et les faire sortir de l'impasse ? Michel Korinman, déjà cité, a émis à cet effet une proposition à la fois originale et irréaliste. Dans la presse allemande, il a réclamé une fusion, autrement dit une "république gallo-germanique". Dans une telle fusion contrôlée, les deux partenaires garderaient leur propre "identité culturelle". Toute autre solution mènerait à une "Europe des nations et à une pérennisation des rapports de force". Sans doute cette proposition ne manque-t-elle pas de séduction, mais le mutisme, tant de la classe politique française que d'une majorité d'hommes politiques allemands, a bien montré ce qu'on en pense dans les deux pays. Korinman aurait dû savoir quels obstacles culturels et psychologiques empêchent encore de s'engager dans une telle entreprise — en dépit des décennies de politique d'intégration. Son compatriote Jean-Pierre Chevènement le souligne : "Les identités culturelles sont plus résistantes que les barrières tarifaires⁹." Ce qu'écrit en outre l'ex-ministre de la défense dénote la germanophobie des élites politiques françaises : "L'Allemagne est encore aujourd'hui en position d'imposer, sans même sembler y prendre garde, son modèle à l'Europe et particulièrement à la France¹⁰." L'esprit de conspiration se manifeste chez Chevènement sous des aspects étranges, ainsi lorsqu'il suppose qu'on en arrivera à une hégémonie germano-américaine : "La victoire du modèle allemand en Europe risque de faire de celle-ci, à l'horizon des quinze ou vingt prochaines années, une sorte de Hanse dépourvue d'ambition propre, relayant, dans sa sphère d'influence, l'hégémonie américaine. Sous couvert de partager le leadership, la proposition d'une Allemagne capable de faire régner en Europe le nouvel ordre mondial libéral qui convient aux Etats-Unis avait été avancée, en Allemagne même, par les deux derniers présidents américains¹¹."

L'importance d'un facteur comme le caractère national allemand, que Chevènement ne se fait pas faute de traiter et maltraiter, est souligné par l'historien Rolf Breitenstein¹². Les solutions techniques et fonctionnalistes montrent que les conceptions des Européens de profession ignorent ces problèmes. Ils n'ont encore rien fait pour promouvoir la création d'une nation européenne. Or la question de l'identité européenne se pose à chaque admission de nouveaux membres. Ils doivent présenter une homogénéité par rapport à ceux qu'ils rejoignent. L'UE saura-t-elle combler le fossé qui existe entre l'Europe latine et l'Europe orthodoxe ? Ce sera l'extrême limite pour se forger une idée de l'Europe.

Les contrastes culturels peuvent donc devenir la pierre d'achoppement du processus d'intégration à la Maastricht. C'est ce que démontre également le politologue et démographe français Emmanuel Todd. Dans son livre *l'Invention de*

9. Voir KORINMAN, Michel, "Muss-Ehe für Europa" (Un mariage de raison pour l'Europe) in *Die Woche*, 13 janvier 1995 ; — et du même auteur, "Europa, Europa!" in *Süddeutsche Zeitung*, 2. février 1995.

10. CHEVENEMENT, Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 60.

11. *Ibid.*, p. 145.

12. *Ibid.*, p. 157.

13. Voir BREITENSTEIN, Rolf, *Die gekränkte Nation. Geschichte und Zukunft der Deutschen in Europa* (La Nation blessée. Histoire et avenir des Allemands en Europe), Universitas, Munich, 1996.

l'Europe, il défend la thèse selon laquelle la variété des structures familiales, des mœurs et des valeurs est tout simplement trop grande pour qu'on puisse la surmonter par l'union monétaire. En des temps de divergence croissante entre les nations et les régions, un système monétaire unitaire ne saurait, selon lui, résoudre la multiplicité des problèmes qui se posent. Une union monétaire fragile recèlerait un potentiel non négligeable de conflits. Il ajoute que le tandem franco-allemand ne fonctionnera qu'aussi longtemps que les deux Etats vivront leurs spécificités. La France ne saurait, pour sa part, renoncer au concept de nation et d'Etat-nation, sous peine de ne plus pouvoir intégrer les enfants d'immigrés et de cesser d'exister, modèle qui sert en outre de rempart contre le nationalisme réactionnaire à la Le Pen. Or, c'est le type d'arguments qui ne peut qu'indigner la classe politique allemande, puisqu'elle réfléchit en termes d'intégration totale et d'abandon de l'Etat-nation. Elle s'obstine à ignorer des facteurs culturels dont l'importance n'est pas à démontrer.

La maladresse et l'ignorance de la classe politique allemande sont illustrées par le fameux "projet Schäuble-Lamers"¹⁴ sur le "noyau dur" dont personne aujourd'hui ne tient à revendiquer la paternité, pas même notre grand "stratège" de politique extérieure, Karl Lamers, porte-parole aux Affaires étrangères de la CDU. Après le tollé soulevé dans les autres pays, le chancelier Kohl a ordonné qu'on limite les dégâts et le projet a été tout bonnement jeté au panier. Ni vu ni connu. On y suggérerait, sur le mode néogermanique en vogue aujourd'hui, que la France sacrifie sa vache sacrée, l' "Etat-nation", arguant que "la souveraineté est devenue depuis longtemps une enveloppe vide". Le projet présupposait donc qu'à l'origine de tous les maux se trouvent l'autonomie et la souveraineté des Etats, seuls à même de décider de leur politique en toute indépendance. Le peu de cas que certains de nos dirigeants font de la théorie classique de l'Etat-nation souverain trahit leur profonde incapacité politique. Depuis cette bévue, le comité directeur du groupe parlementaire CDU-CSU n'émet d'ailleurs plus sur les questions européennes que des déclarations fort circonspectes et politiquement correctes.¹⁵

Avec l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac, la France a de nouveau manifesté son intention d'agir souverainement dans le domaine des relations internationales. La politique de Chirac vise plus à renforcer qu'à affaiblir la souveraineté de la France. J'en veux pour preuve tangible la visite du ministre français des Affaires étrangères, Hervé de Charette, au Moyen-Orient, visite au cours de laquelle il a clairement indiqué que la France entendait avoir les coudées franches dans cette région du monde. Il a parlé expressément au nom de la France, et non de l'UE,

14. Groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag, *Überlegungen zur europäischen Politik vom 1.9.1994* (Réflexions sur la politique européenne, 1^{er} septembre.1994).

15. Voir *Die Europäische Union aussen — und sicherheitspolitisch handlungsfähiger machen* (Rendre l'Union Européenne plus opérationnelle en matière de politique étrangère et de sécurité), éd. par le Service de presse du groupe parlementaire CDU-CSU, 13 juin 1995 ; — *Mehr europäische Rechtsstaatlichkeit* (Elargir les compétences de l'Etat de droit à l'Europe), éd. par le Service de presse du groupe parlementaire CDU-CSU, juin 1995.

en déclarant devant les représentants du ministère des Affaires étrangères de Beyrouth : "La France compte désormais au nombre des acteurs principaux au Moyen-Orient". De même, les tentatives de conciliation entreprises par la France — malgré la résistance des Etats-Unis — pour aboutir à la négociation du traité entre Israël et Hezbollah ont été un grand succès de politique étrangère. Seule la France semble en mesure de contrebalancer quelque peu l'hégémonie américaine. Une issue heureuse eût été fort improbable si de Charette avait agi en qualité d'émissaire de l'UE, dès lors qu'aucun gouvernement du Moyen-Orient ne prête attention à l'Union européenne. Depuis l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac, la France a plus d'une fois dupé l'Allemagne, comme le montrent la décision de reprise des essais nucléaires, la suppression du service militaire obligatoire, la dissolution des troupes stationnées en Allemagne ou encore les difficultés rencontrées à propos de divers projets d'armement. Dès lors se pose la question de savoir comment la France et l'Allemagne pourront à l'avenir mieux coopérer et faire avancer l'Europe. Peut-être la France ne le veut-elle plus aux conditions que pose Helmut Kohl. Une collaboration fructueuse, non seulement entre la France et l'Allemagne, mais aussi à l'intérieur de l'UE, n'est possible que si l'Allemagne renonce officiellement à imposer sa conception d'un Etat fédéral d'Europe et s'engage en faveur d'une intégration au niveau des Etats-nations. Il ne saurait être question, ni pour la Grande-Bretagne, ni pour la France, de renoncer à l'Etat-nation. Le Premier ministre John Major croit bon de conserver "l'Etat-nation comme base de souveraineté"¹⁶. L'Allemagne devrait se déclarer prête à s'engager avec la France dans une coopération militaire de grande envergure. Il faudrait pour cela qu'elle crée également une armée de métier. Les deux pays devraient mettre sur pied une troupe d'intervention rapide — ou comme le disent les Allemands de manière euphémique : des forces pour parer aux crises — disposée à sauvegarder les intérêts de la France et de l'Allemagne au nom de l'Europe. L'Allemagne ne peut pas rester éternellement préposée aux renforts et aux missions sanitaires et laisser aux autres nations le soin d'accomplir les tâches dangereuses. De même, l'Allemagne devrait accepter la proposition française de participer à sa force de frappe. Une armée franco-allemande ferait des deux pays des acteurs efficaces sur la scène de la politique mondiale. L'Europe pourrait ainsi faire enfin entendre sa voix dans les relations internationales.

Au programme : de la *realpolitik* et non l'euro-irréalisme d'une monnaie commune, par exemple. Voilà qui pourrait aider à redorer l'image d'une UE qui en a bien besoin. Les citoyens n'associent plus à l'Europe que la vache folle, la criminalité et le meurtre organisés, la drogue, les réfugiés, l'immigration, etc. L'Europe cristallise ces peurs dans la conscience des gens. La conscience européenne, si tant est qu'une telle chose ait jamais existé, est devenue "antieuropéenne". La France

16. MAJOR, John, "Die Nation bleibt Basis der Entscheidung" (La nation reste le substrat de la décision) in *Die Zeit*, 11 juillet 1996.

OÙ EN EST L'AMITIÉ GALLO-GERMANIQUE ?

et la Grande-Bretagne devraient de concert avec l'Allemagne faire barrage à la bureaucratie de Bruxelles et à sa folie centralisatrice. Car l'Europe qui est pour l'instant en gestation "a rempli le ventre de l'industrie mais n'a pas gagné le cœur des hommes"¹⁷. L'Europe qui se dessine actuellement est une Europe des grandes banques et des multinationales et non l'Europe des citoyens. La politique de protection sociale ou de l'environnement est sacrifiée aux intérêts de l'industrie et de la compétition internationale. Aucun homme politique que guident les intérêts des consommateurs, des salariés, des contribuables, de l'environnement, du tiers-monde et de la démocratie ne devrait œuvrer pour l'Europe de l'UE.

Les Etats européens profiteront au mieux de la poursuite de l'intégration s'ils se concentrent sur leurs meilleures réalisations, autrement dit le développement et la pratique du libre-échange. Toutes les autres mesures mènent à la bureaucratisation et à la sclérose. Il est possible de trouver des solutions techniques pour centraliser la lutte contre la criminalité ; mais au bout du compte c'est le gouvernement de chaque Etat-nation qui doit être en mesure de mettre les malfaiteurs hors d'état de nuire. Il doit bien être possible de réguler le flux des données et des informations ; on n'a pas besoin pour cela d'une bureaucratie centrale à Bruxelles...

L'UE ne renouera avec le succès que si l'on joue cartes sur tables : l'Allemagne doit reconnaître qu'en voulant supprimer l'Etat-nation et nier la nation elle s'engage sur une fausse voie ; la classe politique française doit renoncer à vouloir réaliser à tout prix une union monétaire dont l'objectif serait de reprendre le leadership à l'Allemagne. L'Europe échouera si les deux pays persistent dans leurs erreurs. Les hommes politiques se sont-ils posé la question de savoir ce qu'il adviendra si l'union monétaire ne se fait pas ? De même, dans le domaine économique, l'Europe doit entièrement réviser ses positions. On a pu fort justement écrire que l'Europe ne peut promettre même à ses membres un avenir aussi prospère que le fut son passé.¹⁸ On peut ajouter : a fortiori aux candidats qui frappent à sa porte. Mais un échec de l'union économique ne signifiera pas la fin de l'Etat-nation "hétérogène"¹⁹ ou "multiculturel"²⁰. Pour l'heure, l'Etat-nation a encore de beaux jours devant lui. Il est et restera la référence obligée des relations internationales.

(Traduit de l'allemand par Patrick Charbonneau et Bettina Kirchhofs)

17. PRANTL, Heribert, "Die Entzauberung Europas" in *Süddeutsche Zeitung*, 23 janvier 1995.

18. JUDT, Tony, "Europe, The Grand Illusion" in *The New York Review of Books*, vol. XIII, Nr. 12, 11 juillet 1996.

19. Voir DAHRENDORF, Ralf, "Die Zukunft des Nationalstaates" (L'avenir de l'Etat-nation) in *Merkur*, 48 (1994), 9/10, pp. 751-761 ; — et du même auteur, voir note 5.

20. Voir WATZAL, Ludwig, "Nationalstaat und Nationalismus. Die Rolle Deutschlands in einem vereinigten Europa" (Etat-nation et nationalisme. Le rôle de l'Allemagne dans une Europe unifiée). in *Europäische Rundschau*, 22 (1994) 2, pp. 107-117.